

## 1. Résumé de la demande de propositions

Equal Access International invite les Entités morales ou individuelles qualifiés à soumettre des propositions pour réaliser une Étude sur la dynamique « Dozo » en lien avec la cohésion sociale dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire.

1. N° de la DP/RFP	R4P3-RFP-PRG-ABJ-04-002
2. Date d'émission	<b>06 avril 2023</b>
3. Titre	Étude sur la dynamique « Dozo » en lien avec la cohésion sociale dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire
4. Email/Adresse Physique de Soumission des Offres	Equal Access International Abidjan Cocody 2 Plateaux ENA St Jacques, <a href="mailto:infoR4P@equalaccess.org">infoR4P@equalaccess.org</a>
5. Date limite de soumission des propositions.	<b>21 avril 2023 à 17h30 GMT.</b>
6. Point de contact	<a href="mailto:r4p_procurement@equalaccess.org">r4p_procurement@equalaccess.org</a>
7. Type de récompense	EAI prévoit que l'attribution sera par un bon de commande à prix fixe ou un contrat de sous-traitance ou consultance  L'émission de cette demande de propositions n'oblige en aucun cas EAI à attribuer un contrat de sous-traitance ou un bon de commande et les offrants ne seront pas Remboursés des coûts associés à la préparation de leur offre.
8. Fondement de l'attribution	Une attribution sera faite au soumissionnaire responsable dont l'offre répond aux conditions de la DP et qui est la plus avantageuse pour EAI, compte tenu de la proposition technique et/ou d'autres facteurs inclus dans la demande de propositions.  Pour être considérés comme soumissionnaires, ils doivent respecter les conditions détaillées à l'article 12 de la DP, « Détermination de la responsabilité ».

## 2. Demande de devis

<p>9. Instructions générales aux soumissionnaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La date limite de réception de la proposition est au plus tard à <b>17h30 GMT le 21 avril 2023</b>. Les offres tardives seront rejetées, sauf dans des circonstances extraordinaires, à la discrétion d'EAI.</li> <li>• Les soumissionnaires doivent soumettre leurs propositions verrouillées par un mot de passe par voie électronique à l'adresse : <a href="mailto:r4p_procurement@equalaccess.org">r4p_procurement@equalaccess.org</a> OU par dépôt physique au bureau siège de EAI en Côte d'Ivoire suivant : Bureau Abidjan sis à Cocody 2 plateaux Quartier ENA St Jacques Rue J11</li> <li>• Inclure une déclaration indiquant que le Soumissionnaire comprend parfaitement que son offre doit être valide pour une période de 90 jours.</li> <li>• Les soumissionnaires doivent signer et dater leur offre financière.</li> <li>• Les soumissionnaires doivent soumettre une estimation complète des coûts pour tous les services requis.</li> <li>• Ces services sont éligibles à l'exonération de la TVA dans le cadre du contrat principal EAI.</li> </ul>
<p>10. Questions concernant la DP/RFP</p>	<p>La date limite pour les questions est le <b>20 avril 2023 à 17h GMT</b> à l'adresse <a href="mailto:R4P_Procurement@equalaccess.org">R4P_Procurement@equalaccess.org</a>.</p> <p>Chaque soumissionnaire est responsable de la lecture et de la compréhension des détails de cette demande de propositions. Toutes les communications concernant cette sollicitation doivent être faites uniquement par l'intermédiaire du bureau émetteur de EAI. Les questions doivent être soumises par courriel au plus tard à la date indiquée ci-dessus. Toutes les questions reçues seront compilées et répondues par écrit et Distribuées à tous les soumissionnaires intéressés.</p>
<p>11. Spécifications techniques et exigences pour L'acceptabilité technique</p>	<p>Veillez-vous reporter à la portée des travaux à l'annexe B.</p>
<p>12. Détermination de la responsabilité du soumissionnaire</p>	<p>EAI ne conclura aucun type d'accord avec un soumissionnaire avant d'assurer la responsabilité de celui-ci. Lors de l'évaluation de la responsabilité d'un soumissionnaire, les facteurs suivants sont pris en considération :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Possession de licences commerciales/Registre de Commerce requis(es) OU équivalent pour opérer en Côte d'Ivoire pour les entités morales légalement constituées. Veuillez soumettre une copie de la License /du Registre de commerce requis(es).</li> <li>2. Présentation d'une Déclaration Fiscale d'Existence (DFE)</li> </ol>

	<p>accompagné d'une Attestation de Régularité Fiscale pour les entités morales légalement constituées. Veuillez soumettre une copie des documents concernés.</p> <p>3. Les Entités publiques ou étatiques ne peuvent pas soumissionner pour cette étude en raison de certaines exigences du bailleur.</p> <p>Les Entités individuelles (Consultant, chercheur, consortium de consultants/Chercheurs) peuvent concourir si elles répondent aux critères de cette demande de proposition</p>
<p>13. Conditions d'élimination ou de non-évaluation d'une proposition</p>	<p>L'offre de tout soumissionnaire ne respectant pas les conditions des articles 8, 9, 10 &amp; 12 ne sera pas retenue pour l'évaluation du comité de sélection. Sauf discrétion de EAI</p> <p>Également toute proposition n'ayant pas obtenu un minimum de 70 points à la suite de l'évaluation technique ne sera pas considérée.</p>
<p>14. Éthique de L'approvisionnement</p>	<p>Chaque soumissionnaire qui répond au présent appel d'offres déclare sa ferme volonté de participer à un appel d'offres conforme à l'éthique. Par conséquent il certifie les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne tente aucunement de faire une fraude ;</li> <li>- Ne participe à aucune collusion entre offrants, ne participe à aucune falsification de propositions ;</li> <li>- Ne participe à aucun acte de corruption ou l'octroi de commissions ou de pot de vins à un employé d'Equal Access.</li> </ul> <p>Veuillez signaler tout manquement à l'éthique au  U.S. 1-800-461-9330  En dehors des États-Unis. +1-720-514-4400  Ou sur internet : <a href="http://www.convercent.com/report">www.convercent.com/report</a></p>

--	--

### 3. Pièce jointe A : Lettre d'accompagnement

Nous, soussignés, fournissons le devis ci-joint conformément à la demande de propositions # \_\_\_\_\_ datée \_\_\_\_\_ . Notre devis ci-joint est pour le prix total de \_\_\_\_\_ (figure et en mots)

Je certifie une période de validité de **XX** jours pour les prix indiqués dans la grille de prix/facture de quantités ci-jointe .

Nous comprenons qu'EAI n'est pas tenu d'accepter les devis qu'elle reçoit.

Signature autorisée :

Nom et titre du signataire :

Nom de l'entreprise :

Adresse:

Téléphone:

Messagerie électronique:

#### 4. Annexe B : Portée des travaux

### Étude sur la dynamique « Dozo » en lien avec la cohésion sociale dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire

#### CONTEXTE

---

Résilience pour la Paix (R4P) est une initiative quinquennale financée par l'USAID pour renforcer la résilience des communautés pour lutter contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire. Le projet est mis en œuvre par Equal Access International (EAI) en partenariat avec la Chaire Unesco de bioéthique de l'Université Allassane Ouattara de Bouaké, Indigo Cote d'Ivoire et IRC. Au niveau gouvernemental, Secrétariat du Conseil national de Sécurité et la commission nationale des frontières de Cote d'Ivoire sont les principaux partenaires du projet.

L'objectif principal du projet est de mener des actions qui réduisent les vulnérabilités socio-économiques des communautés à l'extrémisme violent.

Les activités du projet sont guidées par une compréhension constante du contexte et son évolution afin de calibrer les interventions visant à renforcer la résilience communautaire. C'est dans cette perspective, que le projet mène chaque année des études dont les résultats sont traduits en action. Les données et autres informations générées par les recherches sont au cours du sommet annuel d'apprentissage, des ateliers de restitutions régionales et autres fora. Les études de la première année comme celle de la deuxième année du projet ainsi que les débats entre chercheurs et praticiens ont fait ressortir la nécessité de comprendre le phénomène « Dozo » en lien avec la cohésion sociale. L'étude de perception de l'extrémisme violent conduite en 2021 a montré que les populations ont une perception différenciée des « Dozo » selon les régions et les communautés.

sont les Dozo", et ne pas supposer que les lecteurs le sauront. Cela devrait inclure leur ethnicité, leur répartition géographique, leurs rôles traditionnels et comment ils ont évolué, quelle est leur histoire ? Je pense que nous obtiendrons généralement certaines de ces informations, mais nous devrions les spécifier dans le TDR. L'étude comprend-elle une analyse de la littérature, basée sur ce qui a déjà été écrit ?

Les Dozos sont connus comme des chasseurs traditionnels des communautés mandés, organisés sous forme d'association, d'association en langue malinké. Les Dozos rattachent la naissance de leur confrérie au célèbre empire ouest-africain du Mali (dit Empire Mandingue), ayant existé entre le XIIIe et le XIVE siècle. Le terme « Dozo » est un terme bambara, mais la confrérie recrutait dès l'origine dans tous les groupes sociaux (castes) et autres ensembles ethniques du Manding. Ce substrat culturel mandingue a favorisé son expansion dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Perpétuée à travers le temps, la culture Dozo a survécu à la colonisation tout en gardant une certaine vitalité dans les Etats post-coloniaux ouest africains. En Côte d'Ivoire, le phénomène Dozo a trouvé ancrage dans les territoires du Nord du pays, où sont installés de longue date les Mandingues (Malinké, Dioula, Koyaka) et les Sénoufos, apparentés à ces derniers. Au-delà de la pratique de chasse, activité essentielle du dozo, le dozoya est une institution initiatique visant à transmettre un savoir multidimensionnel (philosophique, éthique, moral, ésotérique et médicinal) à ses membres. Grâce à ce savoir, les dozo ont historiquement fait office de « gardiens » des communautés .

Ils sont à la fois perçus comme de grands chasseurs et de « valeureux soldats », redoutés pour leur supposés pouvoir magico-religieux (symbolisés par les nombreux talismans abhorrés sur leur tenue dozo) leur permettant

d'affronter toute sorte de dangers et d'ennemis visibles ou invisibles. Ils sont aussi crédités de vertus éthiques et morales du fait de leur serment initiatique leur imposant de n'agir que pour le bien<sup>1</sup>.

Dans le Folon, la Bagoué, le Tchologo et le Poro les personnes interrogées ont plutôt une perception positive du rôle et de leurs activités. Il est également apparu que les habitants de ces régions font plus confiance aux « Dozo » que les agents de l'Etat<sup>2</sup>. Cette perception positive des « Dozo » dans ces régions s'explique en partie par le fait qu'ils sont dans leur zone d'ancrage culturel.

En revanche, dans le Bounkani, ils ne bénéficient pas du même crédit que dans les régions à majorité Malinké et Sénoufo. Aussi certaines communautés considèrent-elles qu'ils cristallisent les griefs sociaux.

D'autres études du projet R4P ont également fait ressortir un certain nombre de constats mettant en exergue la complexité du phénomène « Dozo » dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire à l'extrémisme violent.

En effet, une étude sur la résilience au Burkina Faso présentée lors du sommet d'apprentissage du projet Résilience pour la Paix qui s'était tenu à Korhogo du 31 janvier au 2 février 2023, a souligné que l'association des groupes d'autodéfense communautaires notamment les « Koglweogo »<sup>3</sup>), les « Dozo » et les « Da Nan Ambassago » à la protection des personnes et de biens, a entraîné des dérives qui ont amené certaines communautés à reconsidérer leur collaboration avec les groupes extrémistes comme une bouée de sauvetage.

Au regard de ce qui précède, une meilleure compréhension de la dynamique « Dozo » s'avère nécessaire pour renforcer davantage la cohésion sociale en Côte d'Ivoire et dans la sous-région. Dès lors la question se pose de savoir « comment adresser la problématique du phénomène Dozo pour qu'elle contribue positivement dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire à l'extrémisme violent et aux efforts de cohésion au sein des communautés dans le Nord de la Côte d'Ivoire ? Cette question sera analysée sous l'axe de la gouvernance, de la gestion des ressources naturelles, et celle de la communication.

Afin d'y répondre, le projet R4P en collaboration avec le Secrétariat du Conseil national de sécurité et de la Commission nationale des frontières de Côte d'Ivoire envisage de recruter un consultant ou un groupe de consultants ou encore un Cabinet d'Etudes pour faire une étude.

---

<sup>1</sup>International Development Research center, AFRICAN SECURITY SECTOR NETWORK (ASSN), La confrérie des chasseurs « dozos » de Côte d'Ivoire, <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/56881/IDL-56881.pdf?sequence=2&isAllowed=y#:~:text=Les%20Dozos%20sont%20connus%20comme,XIIIe%20et%20le%20XIVe%20si%C3%A8cle>

<sup>2</sup> Etude de perception réalisé par NORC de l'université de Chicago EN

<sup>3</sup> « Gardiens de la brousse » en langue mooré du Burkina Faso

## OBJECTIFS

---

La présente étude vise à comprendre des dynamiques autour des la confréries « Dozo » dans les zones d'intervention du projet afin qu'elle contribue positivement dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire à l'extrémisme violent et aux efforts de cohésion sociale. L'étude abordera les questions spécifiques suivantes :

- Axe gouvernance :

**Quelles sont les dynamiques socio-historiques, politiques et économiques intra et intercommunautaires qui contribuent, dans le Nord de la Côte d'Ivoire, à impliquer les Dozo dans la sécurisation des personnes et des biens ?**

- ✓ *Comment est structurée la confrérie « Dozo », d'une région à l'autre, dans le Nord de la Côte d'Ivoire ? Quelles sont les rôles sociaux qui leur sont assignés selon leurs localités respectives ? Ses rôles ont-ils évolué ? Quelles sont les règles et normes sociales qui organisent la cohabitation entre les « Dozo » (issus majoritairement des communautés malinké et senoufo) et les autres communautés ?*
- ✓ *Dans quelles circonstances mobilise-t-on les « Dozo »? Qui les mobilise ? Et pourquoi ? identifier très clairement pour chaque région, les faits ou événements pour lesquels les « Dozo » sont sollicités*
- ✓ *Les interventions des « Dozo » vont-ils par moment au-delà de leurs localités voire au-delà des frontières ? Si oui, des rencontres périodiques sont-elles organisées ou des actions conjointes sont-elles menées conjointement ?*
- ✓ *Quelles sont les types de concurrence ? Leur mobilisation n'entraîne-t-elle pas une concurrence avec les forces de défense et de sécurité ?*

**Perception des « Dozo » au sein des communautés**

- ✓ *Comment les activités des « Dozo » sont-elles perçues dans les communautés où ils ont un ancrage culturel ?*
- ✓ *Comment les activités des « Dozo » sont -elles perçues dans les communautés où ils n'ont pas un ancrage culturel?*
  - ✓ *Quels sont les griefs contre les « Dozo » dans ces zones couvertes par l'étude ? Existe-il des narratifs ou autres anecdotes exprimant ces griefs ?*

- **Les risques liés à leurs activités sur la cohésion sociale**

- ✓ *Les activités des « Dozo » comportent-ils des risques pour la cohésion sociale ?*
- ✓ *Si oui, quels sont ces risques ? Etayer les réponses par des récits ou autres narratifs.*
- ✓ *Quelles les activités ou initiatives à mettre en œuvre pour renforcer la cohésion entre les « Dozo » et les autres communautés ?*

- **La libre circulation des personnes et des biens et la facilitation du commerce**

✓ *La présence des « Dozo » est-elle un facteur facilitant la libre circulation des biens et des personnes ? Si oui, comment facilitent-ils cette libre circulation ? Etayer les réponses par des récits ou autres narratifs.*

✓ *La présence des « Dozo » est-elle un facteur facilitant le commerce en général et transfrontalier en particulier ? Si oui, comment facilitent-ils ce commerce ? Etayer les réponses par des récits ou autres narratifs.*

✓

- **Axe gestion des ressources naturelles :**

**Quels sont, en lien autour des ressources naturelles, les objets de tensions qui se construisent autour des Dozo ?**

✓ *Quelles sont les principales activités économiques dans lesquelles les membres de la confrérie « Dozo » sont-ils impliqués ?*

✓ *Autour de quels objets, les tensions intra et intercommunautaires se nouent la compétition autour des ressources naturelles impliquant la communauté « Dozo » ?*

✓ *Quels sont les mécanismes de gestion de conflit susceptibles d'aider à résorber les tensions nées de la compétition autour de l'usage des ressources entre les communautés d'appartenance des « Dozo » et les autres communautés ?*

- **Comment les « Dozos » gèrent-ils les conflits communautaires (liés au foncier et au pastoralisme)**

✓ *Les « Dozo » interviennent-ils dans la gestion des conflits liés au foncier ? si oui, leurs méthodes de résolution et les décisions ne sont-elles pas sources frustrations ou de conflits ? Etayer les réponses par des récits ou autres narratifs.*

✓ *les « Dozo » interviennent-ils dans la gestion des conflits liés à la transhumance ? si oui, leurs méthodes de résolution et les décisions ne sont-elles pas sources frustrations ou de conflits ? Etayer les réponses par des récits ou autres narratifs.*

✓ *Les jugements rendus par la confrérie « Dozo » sont-ils toujours impartiaux ?*

✓ *La perception des « Dozos » par la communauté peulhs diffère-t-elle des autres communautés ?*

- **Axe communication :**

**Comment les « Dozo » communiquent-ils avec les forces de défense de sorte à renforcer la résilience communautaire ?**

**Comment les « Dozo » communiquent-ils avec les autorités coutumières d'une part et les autorités administratives d'autre part de sorte à atténuer les tensions entre cette confrérie et les communautés ?**

✓ *Quels sont les éléments de langage à utiliser ou à éviter dans les campagnes de communication et des émissions radios autour du phénomène « Dozo » ?*

✓ *Quels sont les meilleurs canaux et moments de communication à utiliser pour améliorer la communication entre les « Dozo » et les autres membres de la communauté ?*

✓ *Quels sont les événements et figures légitimes de la communauté à impliquer dans les activités de renforcement de la résilience communautaire par localité ?*



## ORGANISATION DE L'ÉTUDE

L'étude sera menée par un cabinet d'étude ou une association de chercheurs, expérimentés dans l'organisation d'études portant sur la sociologie des peuples, la gestion des conflits, et l'extrémisme violent.

Les chercheurs doivent disposer des expertises suivantes justifiées par des expériences significatives et des diplômes reconnus comme sociologue, économiste, statisticien, juriste, etc. :

- ✓ avoir de l'expérience dans l'analyse des confréries traditionnelles de la sous-région, particulièrement la communauté « Dozo ».
- ✓ Avoir réalisé des publications reconnues sur la question « Dozo ou les confréries traditionnelles », des études socio-économiques, évaluations, études d'impact ou toute autre mission similaire
- ✓ Avoir des aptitudes analytiques (quantitatives et qualitatives), expérience dans la collecte et l'analyse de données ;
- ✓ La Connaissance du contexte socioculturel, géopolitique, économique et environnemental des localités frontalières nord de la Côte d'Ivoire est un atout ;
- ✓ Posséder d'excellentes aptitudes à la rédaction ;
- ✓ Avoir travaillé avec l'USAID ou les partenaires techniques et financiers (coopération bilatérale) et les organisations internationales
- ✓ Les chercheurs ou le cabinet d'étude doivent s'engager à participer au sommet annuel d'apprentissage qui aura lieu du 7 au 9 novembre 2023 à Yamoussoukro mais aussi présenter les résultats de l'étude à un webinaire qui sera organisé sur la thématique.

Les chercheurs pourront postuler de façon indépendante, en association ou sous le couvert d'un cabinet ou un bureau d'étude. La sélection se fera sur la base de l'expérience et la qualité de leur offre technique et financière.

L'étude couvrira les régions du Folon ( Goueya, Sokoro, Kimbirila Nord) Kong (Gbanonon, Kolon, Kong) Tengrela ( Debeté, Koulousson, Kapegué).

Activité	Responsable(s)	Durée estimative
Lecture de la revue de la littérature et séance de planification avec l'équipe du projet R4P	Chercheur principal, chercheur associé	2 jours
Mission de terrain au nord de la Côte d'Ivoire	Chercheur principal (en fonction de la situation sécuritaire), chercheur associé	16 jours
Restitution de la phase de recherche de terrain à l'équipe R4P	Chercheur principal, chercheurs associés	1 jours
Entretiens avec des experts et personnes ressources sur la problématique de recherche en dehors des localités du nord	Chercheur principal, chercheurs associés	2 jours
Préparation du rapport de l'étude	Chercheur principal, chercheurs associés	6 jours
<b>TOTAL</b>		<b>26 jours</b>

Le consultant pourrait, en fonction de son expérience, faire une proposition alternative pour le nombre et la répartition des jours de travail par tâche pour la bonne réalisation d'une telle étude.

## LIVRABLES (À TITRE ILLUSTRATIF)

---

### **Livrable 1. Méthodologie de recherche et planning d'exécution**

Les consultants mettront à jour leur méthodologie et planning d'exécution soumissionné dans le cadre de leur offre technique. La méthodologie tiendra compte des observations de R4P et les discussions de démarrage sur les réalités et contraintes du terrain.

### **Livrable 2. Première version du rapport et photos**

### **Livrable 3. Présentation des principales conclusions**

Les consultants prépareront une présentation avec des diapos pour exposer les principales conclusions de l'étude. Une première version sera préparée à la suite de la phase de recherche de terrain pour une restitution interne des résultats.

Une version finale sera préparée pour présenter les résultats aux parties prenantes extérieures (USAID, Gouvernement de la Côte d'Ivoire, etc.)

### **Livrable 4. Rapport final**

Le rapport fera maximum 40 pages et répondra à l'ensemble des objectifs de l'étude avec les éléments suivants :

- Résumé (1 page)
- Présentation et analyse des résultats
- En annexe : Méthodologie de l'étude

### **Livrable 5. Webinaire**

Après validation du rapport final, EAI organisera un webinaire public afin que l'équipe de recherche puisse présenter l'étude et les résultats.

### **Livrable 6**

Le consultant principal participera au sommet d'apprentissage annuel au cours duquel il présentera les principaux résultats de l'étude. Le sommet aura lieu en novembre 2023 à Yamoussoukro.

## Chronogramme

L'étude sera réalisée sur une période de 02 mois entre le 1<sup>er</sup> mai au 30 juin 2023. La date limite de soumission du rapport final est prévue le 15 juin 2023.

## SUPERVISION

---

Les chercheurs seront supervisés sur le plan technique par le coordonnateur de recherche sous la coordination du Chef de projet adjoint de R4P et la supervision générale du Chef de projet de R4P.

## COMMENT POSTULER

---

Les personnes ou structures intéressées doivent envoyer leurs dossiers de candidature au plus tard 21 avril 2023 l'adresse suivante : [R4P\\_Procurement@equalaccess.org](mailto:R4P_Procurement@equalaccess.org). Le sujet du courriel devrait être « **Etude du phénomène Dozo** ». Pour les questions, prière écrire à l'adresse suivante : [R4P\\_Procurement@equalaccess.org](mailto:R4P_Procurement@equalaccess.org) au plus tard le 20 avril 2023.

Le dossier de candidature doit comprendre les éléments suivants :

- Offre technique (maximum 10 pages)
  - Une courte note de démonstration de la compréhension des objectifs et des exigences de la recherche ainsi que la motivation particulière pour mener cette étude
  - La méthodologie de recherche (échantillonnage, outils utilisés...)
  - Le Calendrier des activités
  - La Présentation du consultant ou équipe
  - Le Curriculum Vitae du consultant et/ou des membres de l'équipe
  - La Liste des études compléter en relation avec cette étude (minimum 3 études)
  
- Offre financière détaillée (en Excel)
  - Taux journaliers et nombres de jours par consultant
  - Perdiem, transport, hébergement
    - Utiliser 15,000 FCFA / jour per diem au Nord
    - Utiliser les vrais montant pour logement

Planifier le travail terrain pour le 1<sup>er</sup> mai 2023.

## CRITÈRES DE SÉLECTION

---

Le soumissionnaire ayant une proposition conforme aux critères d'admissibilité dont l'offre technique obtient un score minimum de 42 sur 60 et dont l'offre financière est la moins disant sera retenu.

	Formulaire d'évaluation de la proposition technique 1	Note maximale	Consultant(e)				
			A	B	C	D	E
	<b>Expertise / Qualification, capacités et expérience</b>						
	Diplômes	10					
	Expertise avérée dans les questions liées à la cohésion sociale et au renforcement de la résilience communautaire à l'extrémisme violent	20					
	Expérience professionnelle dans la recherche action	10					

	Références antérieures pour les travaux similaires	10					
	Total	50					
	Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2	Note maximale	Consultant(e)				
			A	B	C	D	E
	<b>Plan de travail</b>						
	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
	Total	10					

NB : Le style masculin utilisé dans ces termes de référence ne se réfère pas à une sélection masculine, mais plutôt à une simplification de la rédaction de ces termes de référence.

**Les candidatures féminines sont fortement encouragées.**

## **CONFORMITÉ ADMINISTRATIVE**

---

Toute entité morale devra être en mesure de fournir les documents ci-dessous :

- Registre de commerce ou License commerciale
- Déclaration Fiscale d'existence
- Attestation de Régularité Fiscale
- Lettre d'accompagnement avec une offre valable 90 jours – Annexe A renseigné et fournie
- Rendement passé – Annexe C fournie
- Déclaration et certifications de conformité - Annexe D renseigné et fournie
- 

Toute entité individuelle entités (Consultants, Chercheurs ou consortium de consultants/Chercheurs) devra être en mesure de fournir les documents ci-dessous :

- Lettre d'accompagnement avec une offre valable 90 jours – Annexe A renseigné et fournie
- Rendement passé – Annexe C fournie
- Déclaration et certifications de conformité - Annexe D renseigné et fournie



## 6. Annexe D : Déclarations et certifications de conformité

1. Liste des parties exclues fédérales - Le soumissionnaire sélectionné n'est actuellement pas exclu, suspendu ou jugé inadmissible à l'attribution d'un contrat par un organisme fédéral .
2. Décret sur le financement du terrorisme - Il est rappelé à l'entrepreneur que les décrets et les lois des États-Unis interdisent les transactions avec des individus et des organisations associés au terrorisme, ainsi que la fourniture de ressources et de soutien à ces personnes et organisations. Il est de la responsabilité légale de l'entrepreneur/bénéficiaire de veiller au respect de ces décrets et lois. Les bénéficiaires ne peuvent pas s'engager avec des personnes et des organisations associées au terrorisme, ni fournir des ressources ou un soutien à celles-ci. Aucun soutien ou ressource ne peut être fourni aux personnes ou entités qui figurent sur la liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées tenue par le Trésor américain (en ligne à [l'adresse www.SAM.gov](http://www.SAM.gov)) ou sur la liste de désignation de sécurité des Nations Unies (en ligne à l'adresse : [http://www.un.org/sc/committees/1267/aq\\_sanctions\\_list.shtml](http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml)). Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance/sous-attribution émis en vertu du présent contrat.
3. Traite des personnes – Le contractant ne peut pas faire le trafic de personnes (tel que défini dans le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, complétant la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée), se procurer des relations sexuelles commerciales et recourir au travail forcé pendant la période de cette sentence.
4. Certification et divulgation concernant le paiement pour influencer certaines transactions fédérales – Le soumissionnaire certifie qu'il est actuellement et qu'il reste conforme à la FAR 52.203-11, Certification et divulgation concernant le paiement pour influencer certaines transactions fédérales.
5. Conflit d'intérêts organisationnel – Le soumissionnaire certifie qu'il n'a connaissance d'aucune information ayant une incidence sur l'existence d'un conflit d'intérêts organisationnel potentiel. Le soumissionnaire certifie en outre que, s'il prend connaissance d'informations indiquant l'existence éventuelle d'un conflit, il doit immédiatement fournir à EAII une déclaration de divulgation décrivant ces informations.
6. Égalité des chances – Le soumissionnaire certifie qu'il ne fait aucune discrimination à l'égard d'un employé ou d'un candidat à un emploi en raison de son âge, de son sexe, de sa religion, de son handicap, de sa race, de sa croyance, de sa couleur ou de son origine nationale.

7. Lois du travail – Le soumissionnaire certifie qu’il est en conformité avec toutes les lois du travail .
8. Code Fédéral des réglementations (Code of Federal Regulations – CFR)– Le soumissionnaire certifie qu’il connaît bien le Code Fédéral des Regulations et qu’il n’enfreint aucune certification requise dans les clauses applicables, y compris, mais sans s’y limiter, les certifications concernant le lobbying, les kickbacks, l’égalité des chances en matière d’emploi, les mesures d’affirmation et les paiements visant à influencer les transactions fédérales.
9. Conformité des employés – Le soumissionnaire garantit qu’il exigera de tous les employés, entités et personnes fournissant des services dans le cadre de l’exécution d’un bon de commande EAI qu’ils se conforment aux dispositions du bon de commande qui en résulte et à toutes les lois et réglementations fédérales, étatiques et locales en relation avec les travaux qui y sont associés .

En soumettant un devis, les soumissionnaires acceptent de se conformer pleinement aux termes et conditions ci-dessus et à toutes les clauses applicables du gouvernement fédéral américain incluses dans les présentes et seront invités à signer ces déclarations et certifications lors de l’attribution.

Signature:

Nom:

Titre:

Date: